

INTERVIEW : DAVID WEYTSMAN (MR)

Pas de logement sans apprendre la langue

Pour ce député bruxellois, trop de gens ne parlent pas l'une de nos deux langues nationales

Des politiques plus claires, plus fermes et inspirantes pour nos villes. Les trois mots-clés du discours de David Weytsman, député bruxellois (MR). À 36 ans, ce Liégeois d'origine a été un proche collaborateur de Didier Reynders et Charles Michel. La semaine prochaine, il déposera un texte liant l'attribution d'un logement social à l'apprentissage du français ou du néerlandais : « 30 à 35 % des habitants de logements sociaux ne parviennent pas à communiquer dans une de nos langues. Comment espérer trouver un boulot dans ces conditions ? »

↳ **Vous insistez : votre discours est un discours de ville. Vous n'aimez pas le monde rural ?**

Rien à voir ! Simplement, c'est cette dynamique qui m'intéresse. On va développer 95 % du produit intérieur brut dans les villes. C'est là que l'on assiste au choc des cultures, que l'on est confronté aux flux migratoires.

↳ **Vous voulez aussi travailler sur le sens de la responsabilité de chacun, c'est-à-dire ?**

Un exemple. Je vais déposer, la semaine prochaine, un texte

visant à intensifier l'apprentissage, non pas d'une 2^e langue nationale, pour être bilingue, mais d'une première langue...

↳ **Tout le monde parle de la**

« Trop de gens ne parlent pas une de nos deux langues. comment espérer alors trouver un boulot ? »

mobilité ou de la sécurité comme défis dans nos villes. Pour vous, c'est les langues ?

La mobilité, la sécurité, c'est très important, c'est un fait. Mais la question « linguistique » de Bruxelles, totalement absente des débats, est également un enjeu majeur de la capitale. Si nous ne réagissons pas, dans 20 ans, nous aurons ici un territoire où plus personne ne se comprendra et linguistiquement et culturellement. Je ne

parle pas de conflits franco-phones-néerlandophones, mais du fait que 30 à 35 % des locataires des logements sociaux à Bruxelles ne parlent ou ne lisent aucune langue nationale. J'ai été président d'une société de logements, je sais de quoi je parle. Je vais déposer mon texte à Bruxelles, puisque j'y suis député, mais j'y intéresserai mes amis wallons du MR, car la situation est identique dans d'autres villes : Liège, Mons, Charleroi...

↳ **Cette proportion de 30 à 35 % provient-elle d'enquêtes ?**

J'avoue que c'est empirique, né de mon expérience comme président d'une société de logements sociaux (10.000 locataires) (...). On a mené l'enquête, on s'est rendu compte qu'une personne sur deux ne comprenait pas les infos de nos publications. Parlez avec d'autres présidents, ils confirmeront ce que je vous dis.

↳ **Vous ne parlez pas là des primo-arrivants. Pour lesquels le parcours d'intégration n'est toujours pas en place à Bruxelles d'ailleurs ?**

Je ne reviens pas sur le parcours d'intégration qui, de toute façon, ne va pas assez loin. Ici, je parle de gens installés chez nous depuis longtemps. Com-

ment est-il possible qu'une personne, arrivée il y a dix ans, parle pas une langue nationale ? Comment croire qu'elle est intégrée ? Comment continuer à accepter que des gens ne se mélangent pas aux autres Bruxellois ?

↳ **Votre proposition risque d'apparaître « raciste » à**

certain, non ?

Mais où voyez-vous du racisme ? Mon

objectif est l'émancipation sociale. Une langue, c'est se donner une chance de trouver un travail, d'avoir accès à la culture, aux relations sociales. Ce sont souvent des femmes qui se retrouvent dans cette situation.

↳ **Votre proposition, c'est quoi ? Lier l'obtention d'un logement à cette exigence linguistique ? Ce problème doit aussi se vivre dans le logement privé, non ?**

Que les gens qui s'inscrivent sur une liste d'attente... et devront attendre un, deux ou quatre ans pour obtenir un

logement social (nous devons aussi travailler sur ces délais) s'engagent à apprendre une de nos langues. Les autorités doivent y mettre les moyens. Pour les logements privés, vous avez raison. Je veux que les autorités acceptent le constat, car cet aveuglement me sidère.

Obligatoire, pas obligatoire... Je veux que le constat soit là : qu'ensuite, des gens plus malins nous disent comment faire. Je reste convaincu que 99 % de ces gens veulent apprendre une de nos langues. On doit les y aider. ◉

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN